

**GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL DES VINGT-QUATRE POUR LES QUESTIONS MONÉTAIRES
INTERNATIONALES ET LE DÉVELOPPEMENT**

**COMMUNIQUÉ
21 AVRIL 2006**

I. PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

1. Les ministres notent avec satisfaction que les perspectives de l'économie mondiale restent favorables. Ils observent que les États-Unis et la Chine demeurent les principaux moteurs de la croissance mondiale et que les perspectives de croissance au Japon et dans certains pays membres de la zone euro s'améliorent progressivement. Ils jugent encourageant que les résultats et les perspectives de nombreux pays émergents et d'autres pays en développement restent solides. L'inflation de base et les anticipations inflationnistes demeurent modérées, et les conditions restent favorables sur les marchés des capitaux. Néanmoins, les ministres avertissent qu'il faut se garder de tout triomphalisme, car la pauvreté demeure élevée dans de nombreux pays et des risques importants continuent de peser sur les perspectives de l'économie mondiale, en particulier du fait de l'aggravation continue des déséquilibres mondiaux. Ces déséquilibres pourraient se corriger de manière désordonnée et provoquer de nettes variations des taux d'intérêt et des taux de change, une nouvelle montée des mouvements protectionnistes et peut-être une récession mondiale. À court terme, les risques ont trait à une nouvelle augmentation du niveau et de l'instabilité des cours du pétrole, à une nette baisse des prix des logements aux États-Unis et à la possibilité d'une pandémie de grippe aviaire.

2. Dans ces conditions, et l'inaction entraînant des risques qui s'aggravent au fil du temps, les ministres appellent de nouveau à agir rapidement et efficacement pour remédier à l'aggravation continue des déséquilibres des transactions courantes à l'échelle mondiale. Ils engagent vivement les pays industrialisés et les pays en développement systématiquement importants à coordonner leur action en temps voulu : ajustement budgétaire et augmentation de l'épargne des ménages aux États-Unis, réformes structurelles en Europe et au Japon, réforme du secteur financier et assouplissement des régimes de change là où les données fondamentales des économies nationales le justifient, et amélioration du climat des affaires dans les pays en développement. En particulier, les ministres appellent le FMI à prendre davantage l'initiative pour coordonner une solution fondée sur la coopération, notamment en ciblant davantage ses conseils de politique économique dans le cadre de la surveillance multilatérale et en redoublant d'efforts pour évaluer les risques. Les ministres notent qu'une correction ordonnée des déséquilibres mondiaux passera par un rééquilibrage graduel de la demande mondiale.

II. COMMERCE

3. Les ministres expriment leur déception devant les résultats modestes de la réunion ministérielle de décembre 2005 à Hong Kong et craignent que le cycle de Doha ne puisse être mené à bon terme. Un accord doit encore être trouvé sur un grand nombre de questions essentielles, ce qui souligne la nécessité d'accroître l'engagement politique des pays développés et des pays en développement à mener à bon terme les négociations et à atteindre un résultat ambitieux. Les ministres observent que le cycle de Doha est un cycle pour le développement,

dont le potentiel doit être réalisé pour soutenir la croissance et faire reculer la pauvreté. Il sera important que l'accord final tienne compte du niveau de développement des pays et appuie l'application de stratégies de développement d'inspiration locale, afin de permettre aux pays de profiter pleinement des avantages potentiels de la libéralisation. Les ministres notent que, selon des estimations de la Banque mondiale, pas moins de deux tiers des gains nets du cycle pour les pays en développement résulteront probablement d'une libéralisation significative des échanges agricoles, domaine où les pays industrialisés doivent prendre des mesures.

4. Les ministres engagent vivement le FMI et la Banque mondiale à appuyer les négociations, notamment en continuant de coordonner leur action avec l'OMC et les autres institutions multilatérales. Ils notent avec satisfaction les récentes propositions relatives au principe de l'«aide au service du commerce» et rappellent que cela ne doit pas être considéré comme un substitut d'un cycle de Doha ambitieux. Les ministres encouragent le FMI et la Banque mondiale à continuer d'évaluer et de rendre publics les effets nuisibles des restrictions aux échanges, des subventions et de la montée du protectionnisme sur les résultats économiques mondiaux et les perspectives de développement des pays à revenu faible ou intermédiaire. À cet égard, ils demandent que les futurs programmes de la Banque mondiale liés au commerce mettent davantage l'accent sur la dynamique politico-économique des réformes commerciales, traitent des répercussions sur la pauvreté et la distribution des revenus, et protègent contre les chocs liés aux politiques commerciales, comme le recommande le Groupe d'évaluation interne de la Banque mondiale.

III. OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT

5. Les ministres expriment de nouveau leur préoccupation devant le fait que la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) d'ici 2015 reste mal engagée dans de nombreux pays en développement, en particulier en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. Ils conviennent qu'il faut redoubler d'efforts pour donner corps à l'idée d'action mondiale et de responsabilité mutuelle née avec le consensus de Monterrey en 2002, ce qui exigera une augmentation notable du niveau de l'aide et du financement. Si les ministres saluent l'augmentation des promesses d'aide et l'accroissement de l'allègement de la dette en 2005, ils notent que des mécanismes doivent être mis en place pour assurer que ces promesses sont tenues. En particulier, ils soulignent qu'une évaluation et un suivi minutieux des pays admissibles à l'initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) sont nécessaires pour assurer qu'il s'agit effectivement d'un allègement supplémentaire. Les Ministres appellent aussi les institutions multilatérales et les pays donateurs à fournir les ressources nécessaires pour que l'IADM soit applicable à tous les pays à faible revenu et que son application soit accélérée. Par ailleurs, ils engagent les pays donateurs à accroître la part de l'aide qui peut être utilisée pour faire face aux coûts récurrents de la réalisation des OMD.

6. Les ministres constatent que l'accélération des progrès dans la réduction de la pauvreté passe par le renforcement des infrastructures et des climats d'investissement nationaux, et engagent la Banque mondiale à accroître ses concours financiers dans ces domaines. Ils appellent aussi le FMI et la Banque mondiale à aider les pays à accroître leur espace budgétaire pour les infrastructures et les dépenses sociales. Étant donné la nature plurisectorielle de nombreux OMD, ils engagent aussi la Banque mondiale à mener des travaux dans des domaines où les recherches s'avèrent insuffisantes, à savoir les liens entre les investissements dans les infrastructures, la

croissance et la réduction de la pauvreté; la composition, l'échelonnement et l'efficacité de différents types d'investissements dans les infrastructures, et l'effet sur le bien-être des ménages.

7. Les ministres affirment leur attachement au principe de la responsabilité mutuelle et ils reconnaissent que l'accroissement des flux d'aide doit avoir pour pendant l'élaboration de politiques saines et des mesures visant à garantir un usage efficace de cette aide. Ils admettent que les efforts doivent être poursuivis pour améliorer la gouvernance et renforcer la lutte contre la corruption, mais ils soulignent que les questions touchant à ces deux domaines doivent être traitées dans le contexte plus large du développement. À cet égard, il convient de prendre en compte les responsabilités mutuelles, telles qu'elles ont été convenues, et la nécessité que les pays soient pleinement parties prenantes. Les ministres notent que la Banque mondiale s'efforce d'intégrer les questions de gouvernance dans ses travaux et ils soulignent qu'elle devrait mettre au point un cadre spécifique pour traiter ces questions dans le cadre de ses activités. Les ministres se félicitent qu'un consensus se fasse jour tendant à ce que les institutions financières internationales délaissent la gestion des intrants et des processus au profit de l'obtention de résultats. Ils considèrent que le système d'incitations internes de la Banque mondiale doit viser à l'obtention de résultats. Les ministres demandent une assistance pour développer les moyens statistiques des pays en développement afin de leur permettre d'utiliser les systèmes de gestion axée sur les résultats.

IV. STRATÉGIE À MOYEN-TERME DU FMI

8. Les ministres accueillent favorablement la stratégie à moyen terme proposée par le Directeur général pour le FMI. Ils notent que, face à la mondialisation, le FMI doit adapter ses politiques et ses instruments pour aider les pays membres à jouir des bienfaits de l'intégration économique et financière plus poussée, tout en atténuant les tensions qu'elle engendre et en évitant les écueils. Les ministres considèrent que les quatre grands domaines d'activité du FMI, à savoir la surveillance et la prévention des crises, l'assistance technique, les prêts et les activités dans les pays membres à faible revenu, sont appropriés pour permettre à l'institution de remplir sa mission.

9. Les ministres soulignent que le FMI doit exercer une surveillance beaucoup plus ferme sur les pays qui ont une importance systémique, en accordant une attention particulière aux facteurs de vulnérabilités du secteur financier et aux effets des politiques menées par ces pays sur les autres pays. Ils exhortent le FMI à s'employer davantage à identifier et à promouvoir des mesures efficaces pour contrer les risques qui planent sur la stabilité économique mondiale, notamment à cause des déséquilibres mondiaux, du désalignement des taux de change et des perturbations sur les marchés financiers. Les ministres affirment avec force que le FMI peut contribuer davantage à la prévention des crises, notamment par la mise à disposition automatique d'un financement adéquat, à titre de précaution, aux pays qui appliquent de saines politiques macroéconomiques. À cet égard, les ministres saluent la proposition du Directeur général tendant à ce qu'un financement conditionnel de montant élevé soit fourni par l'intermédiaire d'un nouveau type d'arrangement, comme le G-24 le préconisait depuis un certain temps. Les ministres soulignent aussi que les ressources du FMI doivent être à la mesure des besoins potentiels de ses membres.

10. Les ministres considèrent que, dans les pays membres à faible revenu, le FMI devrait centrer ses activités sur la mise en place d'un cadre macroéconomique stable afin de promouvoir l'investissement privé, la croissance et la réduction de la pauvreté. Ils notent que le FMI a accompli d'énormes progrès en se dotant de nouveaux instruments pour aider les pays membres à faible revenu à mettre en place des réformes propres à stimuler la croissance. Les ministres saluent le message qui ressort de la stratégie à moyen terme, à savoir que le FMI orientera aussi ses efforts vers l'allègement de dette, le lancement de signaux concernant les politiques économiques, les stratégies de réduction de la pauvreté, le renforcement des institutions et l'assistance technique. Pour permettre une croissance plus forte et la réalisation des OMD, le FMI devrait aussi aider ses membres à faible revenu à gérer l'augmentation attendue des flux d'aide, notamment à la suite des allègements de dettes, tout en veillant à ce que les politiques conçues pour permettre une absorption efficace de cette aide soient compatibles avec la stabilité macroéconomique et la viabilité de la dette.

11. Les ministres insistent sur la nécessité de placer le FMI dans une situation financière viable, car celui-ci ne peut continuer d'avoir les commissions sur prêts comme principale source de revenu. Une action décisive s'impose tant du côté du revenu que de celui des dépenses, en s'assurant notamment que le FMI se concentre sur son mandat et ses missions. Ils attendent avec intérêt la poursuite des discussions au sein du Conseil d'administration ainsi que les travaux du comité externe sur la réforme du mécanisme de financement du FMI. Les ministres expriment une nouvelle fois leurs réserves quant à la possibilité que l'assistance technique devienne payante.

V. VOIX ET REPRÉSENTATION DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

12. Les ministres insistent une nouvelle fois sur la nécessité d'avancer rapidement dans le dossier de la représentation accrue des pays en développement au sein des institutions de Bretton Woods, ce qui rehausserait la crédibilité et la légitimité de ces institutions. Il est impératif que des progrès concrets soient accomplis d'ici à l'Assemblée annuelle de 2006. Ils prennent note de la proposition du Directeur général du FMI, qui envisage un processus en deux étapes, et émettent des réserves au sujet de l'absence de calendrier. Cependant, ils continuent d'exprimer leur vive préférence pour une approche globale afin de traiter tous les grands dossiers en même temps avant une date-butoir ferme. Cette approche globale comprendrait, entre autres, les points suivants : i) une nouvelle formule de calcul des quotes-parts qui reflète mieux le poids économique relatif des pays en développement dans l'économie mondiale, en tenant compte de la parité de pouvoir d'achat et de la plus grande vulnérabilité des pays en développement aux fluctuations des prix des produits de base, à la volatilité des flux de capitaux et aux autres chocs exogènes ; et ii) une augmentation substantielle des voix de base.

VI. ÉNERGIE PROPRE, CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DÉVELOPPEMENT

13. Les ministres se félicitent des efforts déployés par la Banque mondiale pour mettre en place un cadre d'investissement tourné vers l'énergie propre et le développement. Ils conviennent que le changement climatique est une question grave qui aura des effets disproportionnés sur la croissance économique et le développement humain des pays les plus pauvres. Les ministres soulignent que le coût des mesures qui s'imposent ne doit pas échoir de façon disproportionnée au monde en développement. À cet égard, ils soulignent que tout cadre réglementaire

international concernant l'énergie propre doit reposer sur le principe de responsabilités communes mais différenciées. Cela suppose que les pays développés assument la responsabilité de leur contribution passée et présente à la dégradation de l'environnement et qu'ils permettent aux pays en développement de participer aux efforts mondiaux dans ce domaine sans compromettre leur développement économique. Les ministres attirent l'attention sur la nécessité de mettre au point des mécanismes novateurs pour faciliter l'accès des pays en développement aux techniques à la fois économiques et limitant les émissions. Les ministres demandent aussi une amélioration des données concernant les marchés pétroliers et une plus grande transparence sur ces marchés, la poursuite de la coopération entre pays consommateurs et pays producteurs de pétrole, l'augmentation des investissements dans les capacités de raffinage et la promotion des sources d'énergie de remplacement.

VII. DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE RÉUNION

14. La prochaine réunion des ministres du G-24 est prévue pour le 16 septembre 2006, à Singapour.

LISTE DES PARTICIPANTS¹

Les ministres du Groupe intergouvernemental des Vingt-Quatre pour les questions monétaires internationales et le développement ont tenu leur soixante-treizième réunion le 21 avril 2006 à Washington, sous la présidence de M. Margarito B. Teves, Secrétaire aux finances, Philippines, assisté de M. Oscar Tangelson, Secrétaire à la politique économique, Ministre de l'économie et de la production, Argentine, Premier Vice-Président, et de M. J.C. Masangu Mulongo, Gouverneur de la Banque centrale, République démocratique du Congo, Deuxième Vice-Président.

La réunion des ministres a été précédée le 20 avril 2006 de la quatre-vingt-septième réunion des suppléants du Groupe des Vingt-Quatre, qui était présidée par M. Roberto Tan, Sous-Secrétaire aux finances, Philippines.

Groupe africain : Mourad Medelci, Algérie; Charles Koffi Diby, Côte d'Ivoire; Mawakani Samba, République démocratique du Congo; Mohamed Amr, Égypte; Sufian Ahmed, Éthiopie; Philibert Andzembe, Gabon; Kwadwo Baah-Wiredu, Ghana; Olusegun Ogunkua, Nigéria; Lesetja Kganyago, Afrique du Sud.

Groupe asiatique : Y.V. Reddy, Inde; Ebrahim Sheibani, République islamique d'Iran; Jihad Azour, Liban; Salman Shah, Pakistan; Cyd Amador, Philippines; Sunil Mendis, Sri Lanka; Maya Choueiri, République arabe syrienne.

Groupe latino-américain : Martin Abeles, Argentine; Marcio Ayrosa Moreira, Brésil; Santiago Montenegro, Colombie; Lizardo Sosa, Guatemala; Roberto Marino, Mexique; Renzo Rossini, Pérou; Conrad Enill, Trinité-et-Tobago; Armando Leon, Venezuela.

Observateurs : Jose Antonio Ocampo, ONU; Dirk Jan Bruinsma, CNUCED; Inés Bustillo, ECLAC; Mohammed Dairi, Maroc; Huayong Ge, Chine; Mohammad Alipour-Jeddi, OPEP; Dumisani Kumalo, G-77; Abdallah Alazzaz, Arabie saoudite; Ahmed Ibrahimi Ali, Iraq; Damo Justin Baro, BCEAO; Faiz Mohammad, BISD; Noorullah Delawari, Afghanistan; José Alfredo Blanco, Conseil monétaire d'Amérique centrale; Irfan Ul Haque, South Center.

Invités : Rodrigo de Rato, Directeur général, FMI
James Wolfensohn, Président, Banque mondiale.

Administrateurs et administrateurs suppléants:

Fonds monétaire international : Laurean Rutayisire.

Banque mondiale : Mulu Ketsela, Mathias Sinamenye.

Secrétariat du G-24 : Ariel Buira.

Secrétariat du FMI pour le G-24 : Patrick Cirillo, Jones Morco, Henry Mooney, Beryl Keary, Denise Infante, Christine Hissen-Lee.

¹ Personnes assises à la table de discussion.